

Drogues, enjeux internationaux



L'OPIUM AFGHAN : VINGT ANS DE SUPRÉMATIE MONDIALE

Pierre-Arnaud Chouvy*

À la veille de l'invasion soviétique en 1979, l'Afghanistan ne produisait vraisemblablement guère plus de 200 tonnes d'opium. Depuis, plus de trois décennies de guerre, de sous-développement et de pauvreté ont constitué un terrain fertile pour la croissance de la production illégale d'opium. Ainsi, lorsque l'Armée rouge s'est retirée du pays, en 1989, la production afghane avait vraisemblablement atteint 1 200 tonnes¹. Puis, en 1991, avec 1 980 tonnes d'opium, l'Afghanistan ravissait à la Birmanie la place de premier producteur illégal mondial. Dès lors, l'accroissement de la production n'a pas cessé, que ce soit sous le régime taliban – 4 600 tonnes en 1999 – ou dans la nouvelle république islamique d'Afghanistan mise en place par la communauté internationale après 2001 (voir encadré p. 2). Si, en 2012, avec 3 700 tonnes d'opium produites sur 154 000 hectares, la récolte fut mauvaise, cela tient non aux succès remportés par la coalition dirigée par les États-Unis dans l'éradication des cultures, mais aux conditions climatiques. Il est certain qu'elle se situe bien en deçà de ce qu'elle aurait pu être et de ce qu'elle sera de nouveau lorsque les conditions climatiques le permettront et lorsque l'Afghanistan sera peu ou prou livré à lui-même après le retrait de la plupart des troupes de l'Otan fin 2014 [1].

1,4 milliard de dollars, chiffre à mettre en perspective avec les 19 milliards du PIB afghan la même année. Toujours selon l'ONUDD, entre 2002 et 2010, les revenus de l'économie des opiacés auraient profité à hauteur de 10 % aux « insurgés », de 20 % aux producteurs et de 70 % aux trafiquants [1]. Il convient toutefois ici de ne pas perdre de vue que les statistiques portant sur l'Afghanistan, et plus particulièrement celles relatives aux secteurs informels et illégaux, doivent être considérées avec les plus grandes précautions [2,3]² : les données publiées par l'ONUDD sont ainsi souvent corrigées d'une année sur l'autre, sans même aucun erratum, qu'il s'agisse de l'estimation des revenus de la drogue tirés par les talibans, de l'importance du trafic d'opiacés via l'Asie centrale, ou encore de la production pakistanaise d'opium.

La guerre favorise la production illégale d'opium

Au cours des dernières décennies, l'instabilité de l'Afghanistan a clairement été nourrie par la production illégale d'opium et les trafics auxquels elle donne lieu, les conflits entre commandants et

L'opium, une dimension clé de l'économie

En 2011, selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD), quelque 191 000 familles afghanes auraient eu recours à la culture du pavot à opium, soit 5 % de la population. La même année, la valeur de la production d'opium à la ferme était estimée à

*Géographe, CNRS-Prodig, membre du Collège scientifique de l'OFDT et créateur du site internet : www.geopium.org

1. Les estimations de tonnages sont celles de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime : www.unodc.org.

2. Il n'en reste pas moins que l'ONUDD mène des enquêtes relatives à la production, au trafic et à la consommation de drogue tant en Afghanistan qu'ailleurs et que les données qu'il produit annuellement sont souvent les seules et en tout cas les plus complètes dont on dispose.

EN PRÉAMBULE

Au moment où les troupes de l'OTAN préparent leur départ d'Afghanistan, prévu pour la fin de l'année 2014, le cinquième numéro de *Drogues, enjeux internationaux* est consacré à un état des lieux de la situation des opiacés dans ce pays. L'Afghanistan est en effet devenu en l'espace d'une trentaine d'années le premier producteur illégitime d'opium au monde, mais aussi probablement le premier producteur mondial d'une héroïne destinée pour une bonne part au marché européen. La situation en Afghanistan, au-delà du « grand jeu » stratégique et sécuritaire des grandes puissances au cœur de la région disputée de l'Asie centrale, concerne donc directement l'Europe, car l'héroïne demeure la substance illicite la plus problématique en matière de santé publique. Ainsi, en dépit des grands progrès réalisés dans la prise en charge des usagers (produits de substitution) et de la baisse des prévalences de consommation dans une majorité de pays de l'Union européenne, entre 10 000 et 20 000 Européens, selon les données de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies publiées en 2013, jeunes dans leur grande majorité, continuent de mourir chaque année à la suite de consommations d'opiacés ou sont contaminés par les virus du sida ou des hépatites. Dans le même temps, des pays comme la Russie, et en dehors de l'Europe, le Pakistan ou l'Iran, connaissent une augmentation dramatique des usages d'héroïne, notamment par voie injectable. C'est dire si le bilan de la guerre à l'opium menée en Afghanistan par les puissances dominantes mérite d'être examiné, de même que les stratégies d'éradication forcée. D'autant que les perspectives d'avenir n'incitent guère à l'optimisme. Les superficies de pavot, malgré le volontarisme de la communauté internationale et les moyens mis en œuvre, continuent de croître sur fond d'une insurrection talibane toujours plus audacieuse. Quant à la production d'héroïne, nourrie par la corruption endémique et les besoins financiers des différents groupes armés, elle ne paraît pas faiblir. Dès lors, il est légitime de conclure que les flux d'héroïne qui alimentent l'Europe, via notamment la route dite des Balkans, ne sont pas près de se tarir.

Laurent Laniel (Observatoire européen des drogues et des toxicomanies)

seigneurs de la guerre afghans ayant par exemple été directement alimentés par les revenus de la production d'opium. Mais à travers les pertes significatives de contrôle politico-territorial qu'elle a impliquées, l'instabilité du pays a aussi permis et encouragé le développement de cette même production agricole. De fait, des effets de système significatifs y ont longtemps existé entre les économies de guérilla et de guerre civile, d'une part, et celles qui procèdent d'activités illicites, d'autre part. Économies de guerre et économies de la drogue ont ainsi une longue histoire commune, que ce soit en Asie ou ailleurs [6]. Ces fortes synergies entre économie de guerre civile et économie de la drogue ont donc logiquement obéré le potentiel de développement politique et économique de l'Afghanistan. En effet, en plus d'avoir permis et même favorisé la prolongation des conflits et d'y avoir rendu plus difficile encore toute résolution de crise, la « synergie » conflit/drogue a aussi posé les fondations de la criminalisation de l'économie de paix de l'Afghanistan, compromettant donc potentiellement sa stabilité. Mais l'économie de l'opium n'a pas seulement permis le financement plus ou moins important de nombre de belligérants : elle a aussi permis à une partie de sa paysannerie de survivre tant bien que mal lors de longues périodes de dépression économique [5].

Dans un Afghanistan semi-aride où l'irrigation est souvent indispensable à la production agricole, des décennies de guerre et de destruction des canaux d'irrigation ont accentué le manque d'eau disponible, notamment pour la céréaliculture. En 1978, avant que la guerre ne survienne, l'Afghanistan était sur le point d'atteindre son autosuffisance céréalière, malgré seulement 12 % de terres arables. À la fin des années 1990, alors que le pays était toujours en guerre dix ans après la fin de l'occupation soviétique, les terres effectivement cultivables avaient diminué de près de 40 %. Entre 1978 et la chute des talibans, en 2001, les surfaces irriguées, selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), avaient diminué de 60 %. Après 2001, la production céréalière a toutefois doublé (entre 2001 et 2007), mais sans cesser de varier à la hausse et à la baisse, confrontant ainsi la population à une insécurité alimentaire persistante. La FAO estime qu'environ un tiers de la population, soit 7 millions de personnes, souffre toujours de façon chronique de la faim, principalement en raison de la sécheresse³.

Les récoltes d'opium ont ainsi explosé en dépit de l'augmentation de la production céréalière, et ce en partie parce que la production d'opium constitue davantage une réponse à l'insécurité alimentaire qu'au degré d'autosuffisance alimentaire du pays [5].

Repères historiques

La culture du pavot et l'usage de l'opium (décoction, ingestion) constituent une pratique multiséculaire en Afghanistan : les premiers témoignages légués par l'Histoire remontent au III^e siècle, lorsque les premiers voyageurs européens purent observer directement le phénomène dans la province du Badakhshan, située dans le nord du pays [4]. Jusqu'à la mise en place de la politique des drogues reposant sur la prohibition au début du XIX^e siècle, l'opium fut même un monopole de l'État afghan et, malgré les interdictions officielles de culture de la plante, la pratique continuera à perdurer, dans le nord du pays notamment, où une partie de la production faisait l'objet d'une exportation vers l'Iran et la Turquie, pays dans lesquels l'opium était transformé en héroïne. Cependant, jusque dans les années 1970, la production restait limitée à quelques centaines de tonnes et le pays ne produisait pas d'héroïne.

C'est surtout la guerre consécutive à l'invasion de l'URSS en 1979 qui va permettre le développement puis l'essor de la production d'opium. D'une part, afin de financer la lutte armée des moudjahidines contre les envahisseurs, et, d'autre part, et surtout, parce que les trafiquants d'opium vont profiter du chaos régnant dans le pays pour inciter les paysans à semer la plante. Vingt ans après l'entrée de l'Armée rouge dans le pays, la production d'opium était multipliée par six et, depuis, ne cesse, nonobstant les aléas climatiques qui peuvent affecter les récoltes, d'augmenter régulièrement. À partir du début des années 1990, cette croissance fut alimentée par le retour des réfugiés. Paysans, pour l'essentiel, et confrontés à une économie rurale sinistrée, ils trouvèrent leur place dans une industrie de la drogue profitant notamment aux groupes armés qui se disputaient le pouvoir central et se trouvaient en manque de ressources financières depuis le tarissement de l'aide des États-Unis et de l'Arabie saoudite. Après la guerre transnationale, la guerre civile allait être le principal vecteur de la croissance de l'opium tandis que l'Afghanistan se transformait progressivement en producteur d'héroïne brune, jusque-là fabriquée essentiellement par la Turquie et le Pakistan. Cette montée en puissance de l'économie des opiacés est contrariée un moment par les talibans qui prennent le contrôle du pouvoir central en 1996. Alors qu'en 1999 la production atteint des records historiques avec 4 600 tonnes, le mollah Omar, le chef du mouvement, publie, en juillet 2000, un décret interdisant la culture du pavot, la décrétant impie. Celui-ci, dans un contexte qui voit le pays frappé par plusieurs vagues de sécheresse, aura un impact majeur puisque la production d'opium tombe à son plus bas niveau depuis une trentaine d'années, avec une production estimée à 181 tonnes. Ce recul est cependant de courte durée puisque, le spectre de la guerre revenant hanter le pays avec l'intervention occidentale consécutive aux attentats du 11 septembre 2001, la production d'opium reprend de plus belle pour financer les insurgés et les factions du pouvoir liées à l'OTAN.

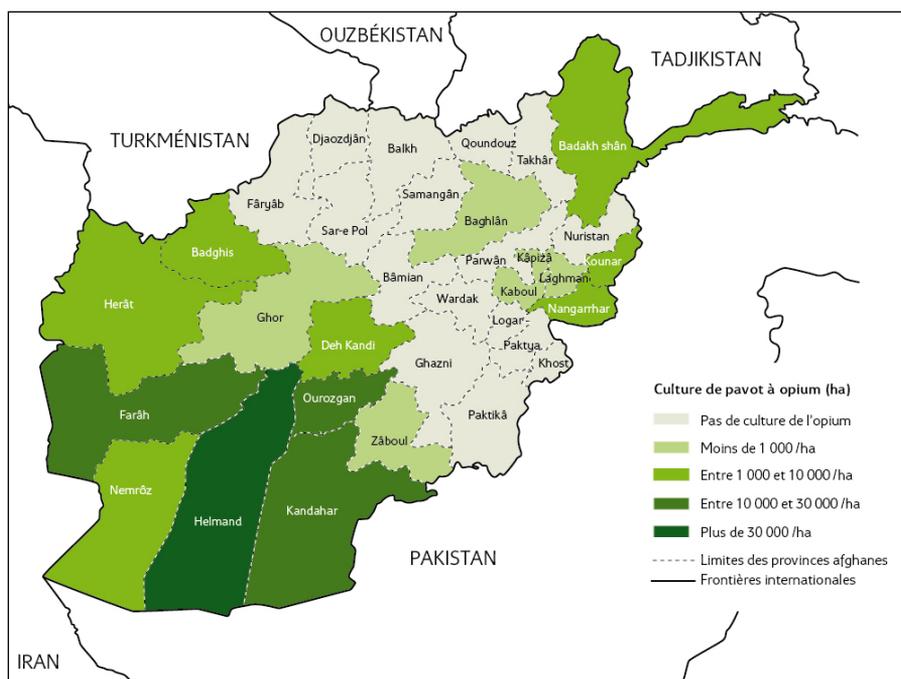
Depuis, malgré les proclamations des États occidentaux et du gouvernement afghan relatives à l'éradication de l'opium dans le pays, les superficies s'étendent et l'opium prospère plus que jamais : en 2007, ce sont en effet 8 200 tonnes d'opium qui ont été produites dans le pays, soit plus que la totalité estimée de la production mondiale l'année précédente (6 100 tonnes) et plus qu'aucun autre pays depuis que la Chine a réduit puis supprimé sa production lors de la première moitié du XX^e siècle [5]. Un léger recul de production a certes eu lieu en 2008 (7 700 tonnes), mais l'Afghanistan produisait alors toujours un peu plus de 90 % de la production illicite mondiale d'opium. Plus récemment, en 2010, la production a été divisée par deux (3 600 tonnes), mais non à la suite d'une réduction des superficies cultivées, lesquelles ont été maintenues à l'identique : ce sont les rendements en opium qui ont été diminués à cause d'une maladie du pavot. De fait, cette baisse, conjuguée au regain de production Sud-Est asiatique (Birmanie et Laos), a momentanément érodé l'importance de la production afghane, la faisant chuter à 77 % de la production illicite mondiale d'opium en 2010. Le regain de production de 2011 (5 800 tonnes récoltées sur 131 000 hectares) n'a été que de courte durée, de nouvelles pestes agricoles et de mauvaises conditions climatiques (gel en mars 2012) faisant une fois encore baisser rendements et production en 2012, en dépit d'une hausse des superficies cultivées et, certes, d'une augmentation importante des surfaces éradiquées (quelque 9 600 hectares).

De fait, rares sont les paysans afghans qui consacrent l'intégralité de leurs terres cultivées au pavot. Ainsi, la production d'opium s'intègre avant tout dans leurs stratégies d'autosuffisance et de sécurité alimentaires et non dans des stratégies de maximisation des profits. En effet, dans leur grande majorité, les familles afghanes ne produisent pas assez de blé pour assurer leurs besoins de consommation, et cela même si elles consacrent l'intégralité des terres dont elles disposent (en propriété, en fermage, ou en métayage) à la céréale :

« Les terres sont en général trop exiguës, les familles trop nombreuses, et les rendements en blé trop faibles [7] ».

3. World Food Programme, Food Security: Overview – Afghanistan, http://www.wfp.org/country_brief/indexcountry.asp?country=004 (page visitée le 5 février 2009). Voir aussi : United States Department of Agriculture, Afghanistan: 2009 / 10 Wheat production Outlook Uncertain, Foreign Agricultural Service, Commodity Intelligence Report, December 11, 2008, <http://www.pecad.fas.usda.gov/highlights/2008/12/Afghanistan/> (page visitée le 5 février 2009).

Culture de pavot à opium, par province, en Afghanistan en 2012



Source : ONUDC/OFD

L'accroissement des superficies cultivées en pavot s'explique principalement par le fait que l'autosuffisance familiale en blé du paysan afghan s'est considérablement dégradée au cours des dernières années, notamment en raison du fractionnement des terres consécutif à la division héréditaire des parcelles, du retour massif des réfugiés, mais aussi des sécheresses récurrentes et de la baisse des prix du blé (en tout cas jusqu'en 2005). Depuis 2004, et surtout depuis 2006, la détérioration de la sécurité entraînée notamment par la résurgence talibane a encore ralenti le développement rural, favorisant ainsi la croissance de la production d'opium. Lorsque les terres disponibles sont de superficie insuffisante, qu'elles ne sont pas irriguées, et que la sécheresse sévit, qu'une seule récolte de blé est donc possible au lieu des deux qui sont généralement pratiquées dans de nombreuses régions d'Afghanistan, que l'insécurité compromet nombre de projets de développement, alors beaucoup de paysans afghans ont tendance à consacrer une partie croissante de leurs terres d'hiver à la culture du pavot. L'opium a ainsi permis à nombre d'Afghans parmi les plus pauvres de subvenir à leurs besoins élémentaires. Cependant, l'opium a aussi enrichi d'autres Afghans, dont des propriétaires terriens (5 % des exploitations agricoles occuperaient 40 % des terres arables du pays et 21 % des foyers ruraux seraient sans terres) [8] et, bien sûr, les petits et les grands trafiquants. Il nourrit enfin une corruption rampante, à tous les échelons des autorités et du pouvoir, d'une façon d'autant plus importante que l'économie des opiacés pèse très lourd dans l'économie afghane⁴.

Une production agricole peu lucrative mais vitale

La guerre a surtout affecté les cultures de rente afghanes, notamment les immenses vergers du pays (pistaches, figues, dattes, amandes, agrumes, etc.) et ses canaux d'irrigation. La production d'opium a alors permis de compenser ces pertes, progressivement et en partie, mais sans jamais remplacer ou concurrencer directement les cultures céréalières. Ainsi, en dépit du différentiel de prix qui existe entre production céréalière et production d'opium, et malgré l'existence de conditions favorables à la culture du pavot dans la majorité du pays, seule une petite fraction des terres cultivées du pays y est consacrée : lors des records de superficies cultivées en pavot de 1999, de 2006, et de 2007, cette culture n'a en effet jamais occupé plus de 5 % des terres cultivées du pays (193 000 hectares de pavot en 2007, soit 4,7 % des terres cultivées du pays lors de son record absolu de culture du pavot) [9].

Néanmoins, le succès de la production afghane d'opium n'est pas seulement dû à l'insécurité alimentaire qui persiste depuis des années dans le pays ; il est aussi le fait de la multiplication par dix des prix de l'opium après l'interdit talibane de 2000, du faible potentiel économique et du développement limité des productions de rente promues depuis la chute des talibans (roses, safran, etc.), et de la disponibilité sur les marchés afghans de blé (notamment importé) à bas prix. En 2000, le prix moyen de l'opium était de 30 dollars le kilogramme, c'est-à-dire dans la moyenne des prix de la décennie 1990.

Mais en 2001, le choc économique provoqué par l'interdit talibane l'a décuplé (300 dollars en moyenne en 2001, avec des pics à 1000 dollars, puis 350 dollars en moyenne en 2002) ; la chute du régime des étudiants en religion a permis ensuite la relance de la production, relance d'autant plus importante que les dettes des paysans de l'opium ne pouvaient être remboursées qu'en accroissant les superficies cultivées. Après 2003, le prix de l'opium a diminué pour tomber sous la barre des 100 dollars, mais il restait néanmoins trois fois plus élevé qu'il ne l'avait été durant la précédente décennie, et donc d'autant plus attractif par rapport aux productions agricoles légales. De fait, en Afghanistan, la culture du pavot est davantage liée à l'insécurité alimentaire – qu'elle seule permet de combler en l'absence d'autres cultures de rente ou d'amélioration des systèmes de production vivrière (notamment irrigation et réforme agraire) – qu'au différentiel de prix qui existe entre l'opium et le blé. Ainsi, la production d'opium est une activité extrêmement exigeante en travail, en tout cas beaucoup plus que ne l'est celle du blé. En fait, cela ne remet pas seulement en question la supposée supériorité économique de la production d'opium, mais contredit aussi l'idée reçue qui veut qu'elle soit une solution de facilité pour les paysans qui y ont recours. En réalité, les superficies cultivées, lorsqu'elles ne sont pas contraintes par d'autres facteurs (disponibilité, taille des parcelles, droit coutumier, etc.), sont limitées par la disponibilité de la main-d'œuvre familiale et/ou extérieure rémunérée.

Une économie de survie

La production d'opium nécessite le recours fréquent à une main-d'œuvre extérieure. Si chaque capsule⁵ d'un champ de pavot (qui en contient entre 120 000 et 275 000 à l'hectare) est incisée quatre fois en moyenne en Afghanistan, et est donc raclée autant de fois, la récolte, comme toute récolte, doit se faire au plus vite, en profitant de conditions météorologiques favorables. Mais la récolte n'est pas la seule partie de l'itinéraire agricole du pavot à exiger une abondante main-d'œuvre; en effet, le désherbage des parcelles peut représenter plus de travail encore. En Afghanistan, des estimations récentes font état de 350 jours-homme de travail agricole par hectare de pavot, à comparer avec 41 jours-homme pour le blé, et 135 pour le cumin noir [10].

4. 60 % du PIB afghan, selon la dernière étude l'ONUDC publiée en avril 2013 : « Afghanistan, Opium Risk Assessment 2013 ».

5. Partie de la plante qui contient l'opium.

Le temps consacré à la production d'opium ne limite pas seulement les superficies cultivées et donc les revenus engendrés par cette activité réputée hautement rentable. Le travail agricole requis grève aussi considérablement les revenus des producteurs, soit en monopolisant la main-d'œuvre familiale, soit en imposant le recours à une main-d'œuvre extérieure rémunérée. Ainsi, en Afghanistan la charge de travail peut représenter jusqu'à 90 % du coût total de production [9]. Si les propriétaires terriens sont ceux qui profitent le plus de la production d'opium en Afghanistan, les fermiers et surtout les métayers⁶, qui forment la majorité de la paysannerie afghane, sont loin de s'enrichir et souvent même de seulement dégager un bénéfice. En fait, les métayers, les plus pauvres des paysans afghans avec les travailleurs agricoles itinérants, sont les principaux producteurs d'opium. Les paysans sans terre n'ont guère d'autre choix que celui du métayage et la culture du pavot leur est imposée soit par le propriétaire terrien (afin d'optimiser ses revenus), soit par l'impossibilité qu'ils ont de nourrir leurs familles nombreuses en se contentant de cultiver du blé sur des parcelles de taille insuffisante. Le métayer producteur d'opium est quasiment incapable de dégager des bénéfices et ne parvient souvent même pas à payer ses dettes [9].

Échec des politiques antidrogue

À l'évidence, le recours à la production illégale d'opium se fait donc avant tout pour pallier les limites conjoncturelles et/ou structurelles, des structures foncières et des systèmes de production concernés, et non principalement par logique mercantile. C'est de cette dimension fondamentale de la réalité que les politiques antidrogue mondiales n'ont pas suffisamment tenu compte et c'est ce qui explique en partie leur échec.

Plutôt que d'attaquer la production illégale d'opium directement comme il est fait depuis déjà plus de trente ans (éradication forcée, interdits de production, cultures de substitution et autres programmes de développement alternatif), il convient d'identifier les causes et les mécanismes du recours à la production illégale d'opium afin de pouvoir y remédier. En effet, interdire la production d'opium ou détruire les récoltes de pavot sur pied ne résout en rien les causes profondes du recours à cette économie. Pire, interdits et éradication se révèlent même contre-productifs, ainsi que le regain de production post-talibans et les récentes hausses de prix et sursauts de production de Birmanie et du Laos l'ont montré. L'échec de cette politique devrait appeler des solutions tout aussi multiples et

complexes que les causes qui permettent la prolifération de l'opium, et non ces solutions uniques et universelles que constituent interdiction et éradication. La grande diversité des contextes de production devrait d'ailleurs aussi être prise en compte lors de l'élaboration des programmes et projets de développement économique, ce qui est encore très loin d'être le cas [5].

Au-delà de l'existence de cultures alternatives viables, ce sont des interventions visant à modifier l'accès à la terre et à l'eau, le planning familial, le marché du travail non agricole, le coût du travail manuel, les infrastructures de communication et les prix des produits de première nécessité qui peuvent accroître ou diminuer la rentabilité de la production d'opium et donc l'intérêt que certaines paysanneries d'Afghanistan et d'ailleurs ont ou non à y recourir. L'erreur commise depuis près de quarante ans maintenant a en effet consisté à ne traiter que le symptôme des situations de crise : la production d'opium est la conséquence de la crise et du déséquilibre profond de certaines sociétés, pas leur cause. Seul le développement économique des pays et régions concernées peut donc permettre d'y résoudre la question du recours à la production illicite d'opium.

Augmentation de la production d'héroïne en Afghanistan

Le fait que l'Afghanistan ne soit désormais plus uniquement un pays producteur d'opium constitue une autre manifestation éclatante de l'échec de la politique antidrogue en vigueur depuis quarante ans. L'Afghanistan est ainsi devenu de façon croissante, particulièrement depuis une petite quinzaine d'années, un pays producteur d'héroïne, et, logiquement, un pays exportateur et consommateur d'héroïne, même si l'étendue de la consommation de drogue est mal connue en Afghanistan [11.] Ainsi, entre 300 et 500 laboratoires d'héroïne opéreraient en Afghanistan, principalement dans les provinces méridionales de Helmand et Kandahar, et y produiraient 380 à 400 tonnes d'héroïne par an (en plus de celles produites au Pakistan, en Iran, et même en Turquie à partir de l'opium afghan) grâce à plusieurs milliers de tonnes de précurseurs chimiques (près de deux fois la quantité d'opium destinée à la production d'héroïne). Deux mille sept cents des 6 900 tonnes d'opium produites en Afghanistan en 2009 auraient ainsi servi à la production d'une héroïne pure à 70 %. Sur les 4 200 tonnes restantes, 1 600 tonnes auraient été consommées sous forme d'opium et 2 600 tonnes auraient été stockées par les négociants, les

trafiquants, et, pour une moindre part, par les producteurs qui entreposeraient traditionnellement entre 10 et 20 % de leur récolte [12]. D'importants stocks d'opiacés existeraient donc tant en Afghanistan que le long des routes internationales du trafic : même si de telles estimations peuvent laisser perplexe quant à leur fiabilité, de 10 000 à 12 000 tonnes d'équivalent opium (opium, morphine, héroïne n° 3) auraient été stockées entre 2005 et 2009, permettant à nombre d'acteurs de se constituer une épargne en nature, mais aussi au marché d'amortir les baisses régulières de la production [7].

Les opiacés afghans sont bien sûr loin d'être intégralement consommés dans le pays, même si la consommation, tant d'opium que d'héroïne, y a considérablement augmenté au cours de ces dernières années, moins de 2 euros d'héroïne par jour permettant à un toxicomane d'acheter la quantité lui étant nécessaire. Entre 1 et 1,5 million d'adultes auraient consommé régulièrement des drogues illégales en Afghanistan en 2011, selon les Nations unies d'une part, et le ministère afghan de la Lutte antidrogue d'autre part. Mais les opiacés afghans sont en grande partie exportés, sans que les estimations, là encore, soient très fiables. Les axes historiques du trafic, le long desquels s'est développée une importante consommation d'héroïne, sont l'Asie du Sud (Pakistan, Inde) et le Moyen-Orient (Iran), à destination de l'Europe mais aussi de l'Afrique. L'Asie centrale, à laquelle est souvent rattaché l'Afghanistan, n'a quant à elle vraiment connu d'exportations d'opiacés afghans qu'après l'accès à l'indépendance, en 1991, des ex-républiques

De l'opium à l'héroïne

L'opium est obtenu par incision des capsules de pavot : le latex qui s'en écoule, séché à l'air, forme une masse noirâtre et friable, l'opium brut. Bouilli puis filtré, l'opium brut se transforme en une pâte susceptible d'être ingérée ou fumée. Il peut faire aussi l'objet d'un processus de raffinage, qui aboutit à l'aide d'un certain nombre de substances chimiques (oxyde de calcium, chlorure d'ammonium) à la production de morphine base, laquelle est ensuite transformée, par incorporation d'acétate d'acide chlorhydrique, en héroïne n° 3 ou, après adjonction de chloroforme, de charbon actif, voire d'alcool éthylique, en héroïne n° 4.

6. Alors que le fermier exploite une parcelle en échange d'un loyer versé au propriétaire (rente foncière en argent ou en nature) mais reste seul détenteur de sa production, le métayer est tenu de reverser une partie, fixée dans un bail, de sa récolte.

soviétiques (Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan, Kazakhstan) [13]. L'ouverture de ces routes septentrionales du trafic a notamment permis de développement important, surtout récemment, de la consommation d'héroïne en Russie.

Conclusion : l'opium dans l'Afghanistan post-2014

Un renouveau des politiques et des actions antidrogue ne semble toutefois pas être réalisable dans l'Afghanistan de demain. En effet, d'ici fin 2014, l'essentiel des troupes de l'OTAN, composées principalement d'effectifs militaires américains (66 000 Américains sur un total légèrement supérieur à 100 000 hommes) aura quitté le territoire afghan et le reste (8 000 à 12 000 selon les dernières estimations, dont moins de 10 000 Américains) ne devrait plus participer à des missions de combat. Quel impact le transfert de la sécurité aux forces afghanes, quelque 350 000 militaires et policiers, principalement financés par les États-Unis et l'OTAN⁷, aura-t-il sur la production d'opium dans le pays ? La lutte antidrogue n'a certes jamais eu ni les moyens nécessaires ni les effets escomptés en Afghanistan. Cependant, l'augmentation récente des superficies récoltées, en dépit d'une multiplication par trois en un an (2011-2012) des surfaces éradiquées, ne laisse pas présager de baisse des prochaines récoltes. En effet, le pays aura alors bien d'autres problèmes auxquels faire face : le retrait des troupes de l'OTAN ; la baisse consécutive du nombre de civils étrangers engagés dans la reconstruction du pays ; le

ralentissement probable des investissements et de l'économie ; la viabilité incertaine d'une nouvelle administration afghane après la tenue, vraisemblablement difficile, d'élections présidentielles en avril 2014 ; et enfin l'exode des Afghans qui pourront fuir si l'insécurité s'aggrave et que les talibans menacent le nouveau pouvoir [14]. Dès lors, il est légitime de se demander si l'Afghanistan post-2014 verra la production d'opium dépasser celle de 2007, lorsque 193 000 hectares (soit 4,30% des terres cultivées de 19 000 hectares⁸) avaient permis la récolte record de 8 200 tonnes d'opium ? La chose est bien sûr possible, voire probable, même sans augmentation majeure des superficies cultivées : une baisse importante des opérations d'éradication et une hausse des rendements (avec près de 49 kg par hectare, comme en 2008, par exemple) suffiraient. Mais un accroissement des superficies cultivées n'est pas à exclure non plus, notamment dans le contexte probable de détérioration de la sécurité, de baisse de l'aide internationale au développement et des investissements, et de ralentissement économique et de paupérisation accrue⁹.

Certains, à l'instar de l'ancien ministre afghan chargé de la lutte contre la drogue (2008-2010), le général Khodaidad, n'hésitent d'ailleurs pas à prévoir une « augmentation incontrôlée » de la production afghane d'opium après 2014¹⁰. Sans aller jusqu'à de tels extrêmes, et ainsi que l'explique la Banque mondiale dans un rapport sur les perspectives afghanes post-2014, il est toutefois probable que la production d'opium augmente temporairement, une partie de la paysannerie étant fortement susceptible d'accroître ses cultures de pavot afin de compenser le ralentisse-

ment économique impliqué par le choc de la transition [15].

Enfin, ainsi que l'explique Gilles Dorronsoro, spécialiste de l'Afghanistan, dans un texte pour le moins pessimiste qui envisage la chute du régime afghan en quelques années, la fin de ce qui fut une gigantesque économie de guerre (100 milliards de dollars dépensés par les États-Unis en 2011) provoquera un recours accru à l'économie de l'opium, laquelle, sans réelle perspective de croissance (hors un accroissement limité des superficies cultivées et une hausse, elle aussi limitée, des rendements), ne pourra compenser la baisse des investissements [14]. Finalement, l'économie de l'opium reste indissociable de la résolution ou de la poursuite de la crise afghane et ignorer sa pérennisation présente de sérieux risques pour la poursuite de la construction d'un État afghan viable.

7. Sur les 59 milliards de dollars que l'aide internationale a déboursés en Afghanistan entre 2002 et 2010, 29 milliards ont été destinés à l'Armée nationale afghane (ANA) et à la Police nationale afghane (PNA) (ICG, 2011).

8. Les éradications de 2007 auraient principalement visé des champs périphériques et peu productifs dont la sélection aurait été en grande partie négociée entre propriétaires terriens, chefs de village et responsables des équipes d'éradication. Les chiffres auraient d'autre part été gonflés dans les déclarations par les gouverneurs, qui percevaient 120 USD par hectare déclaré éradiqué (UNODC, 2007 ; TNI, 2007).

9. L'aide internationale à l'Afghanistan est l'une des plus élevées qui soit. Avec 15,7 milliards de dollars en 2010, elle équivalait au PIB afghan de la même année. Malgré l'important siphonage de cette aide par la corruption, l'essentiel des services publics a été financé par cette aide et le retrait de 2014 impliquera une révision à la baisse des financements et des services qu'ils financent (World Bank, 2012 : 108-109).

10. Farmer B., « Afghan opium production to explode as foreign troops withdraw », *New York Times*, 25 novembre 2011.

Bibliographie

[1] UNODC, 2012b, *Country Programme for Afghanistan*, 2012-2014, Kaboul, Nations unies.

[2] MACDONALD (D.), *Drugs in Afghanistan. Opium, Outlaws and Scorpion Tales*, London - Ann Arbor, Pluto Press, 2007.

[3] REUTER (P.), GREENFIELD (V.), « Measuring Global Drug Markets. How good are the numbers and why should we care about them? » *World Economics*, 2:2, pp. 159-173, 2001.

[4] LABROUSSE (A.) (Ed), *Dictionnaire géopolitique des drogues*, De Boeck, 2003.

[5] CHOUVY (P.-A.), *Opium. Uncovering the Politics of the Poppy*, Londres - New York, I.B. Tauris, 2009.

[6] CHOUVY (P.-A.), LANIEL (L.), « Production agricole de drogues illicites et conflictualités intra-étatiques : dimensions économiques et stratégiques », *Cahiers de la sécurité*, troisième trimestre 2006.

[7] MANSFIELD (D.), *Beyond the Metrics: Understanding the Nature of Change in the Rural Livelihoods of Opium Poppy Growing Households in the 2006/07 Growing Season*, A Report for the Afghan Drugs Inter Departmental Unit of the UK Government, London, 2007.

[8] USAID (United States Agency for International Development), 2010, *Afghanistan, Property Rights and Resource Governance*, USAID Country Profile, Washington, D.C.: USAID.

[9] MANSFIELD (D.), *Economic Superiority of Illicit Drug Production: Myth and Reality. Opium Poppy Cultivation in Afghanistan*, Paper (unpublished) prepared for the International Conference on The Role of Alternative Development in Drug Control and Development Cooperation, Feldafing /Munich, Germany, January 2002.

[10] UNDCP (United Nations Office on Drugs and Crime), *Afghanistan Strategic Study*

#4, *Access to Labour: The Role of Opium in the Livelihood Strategies of Itinerant Harvesters Working in Helmand Province*, June 1999, Islamabad: UNDCP.

[11] THOUMI (F.), « The Numbers Game: Let's All Guess the Size of the Illicit Drug Industry! », *Journal of Drug Issues*, 35:1, 2005.

[12] UNODC, 2011, *The Global Afghan Opium Trade. A Threat Assessment*, 2011, Vienne, Nations unies.

[13] CHOUVY (P.-A.), *Les Territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'or et du Croissant d'or*, Genève, Olizane, 2002.

[14] DORRONSORO (G.), *Waiting for the Taliban in Afghanistan*, The Carnegie Papers, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2012.

[15] WORLD BANK, 2012, *Afghanistan in Transition: Looking Beyond 2014*, Washington, World Bank, 2012.

Dans cet ouvrage, Peter Dale Scott, universitaire et diplomate canadien, examine une question méconnue du grand public : l'instrumentalisation, au nom de la défense des intérêts géostratégiques du monde « libre », des trafics de drogues par les officines plus ou moins rattachées aux services secrets américains que l'auteur désigne par le syntagme *Deep State* « État profond ».

Cette investigation, qui nous entraîne du Triangle d'or (Birmanie, Thaïlande, Laos) dans les années 1950 à l'Afghanistan des années 1980 en passant par le Mexique, dévoile les mécanismes les moins reluisants d'une *real* politique visant à contenir et à refouler le « péril » communiste. L'auteur montre que, la fin justifiant les moyens, certaines fractions du *Deep State* n'ont pas hésité à s'allier et à soutenir des groupes politiques ou des organisations criminelles investies dans la culture et la production de substances illicites. Cette politique qui s'est mise en place en Asie du Sud-Est avec l'alliance avec les nationalistes chinois du Kuomintang, en lutte contre la Chine maoïste, investis dans le trafic d'opium et d'héroïne s'est déployée ensuite dans d'autres régions du monde. Peter Dale Scott évoque notamment le cas mexicain des années 1970 où confronté à la montée des mouvements contestataires, l'État PRiste a pu compter, avec le soutien de la CIA, sur l'appui des organisations criminelles, ancêtres des « cartels » d'aujourd'hui, afin de mener une guerre de basse intensité fondée sur la liquidation physique des militants de gauche. L'ouvrage se termine par la situation en Afghanistan où à partir de 1979, au nom de la lutte contre l'expansionnisme soviétique, une alliance hétéroclite comprenant les groupes islamistes impliqués dans la production d'opium, les renseignements pakistanais protégeant les laboratoires d'héroïne et les services secrets américains s'est formée. Peter Dale Scott analyse les conséquences de cette politique qui a contribué à l'essor de l'économie des drogues, laquelle est devenue une dimension essentielle de la criminalité mondiale, et pointe bien évidemment l'hypocrisie des grands discours relatifs à la « guerre à la drogue », qui sont de peu de poids quand les intérêts géopolitiques de puissance sont en jeu. Une réserve toutefois malgré l'intérêt évident de l'ouvrage : le caractère parfois confus de la construction du livre, de même que la part trop belle faite à des démonstrations un peu hasardeuses et insuffisamment étayées.

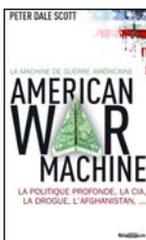
Michel Gandilhon

Le 28 mai 2013 l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA), agence de l'Union européenne basée à Lisbonne, a publié, avec six mois d'avance sur la date de sortie habituelle, son nouveau rapport européen sur les drogues, lequel, dans un souci de réactivité plus grande, paraîtra désormais pendant cette période de l'année.

Le document, *European Drug Report*, est composé de différents éléments :

- Le rapport en lui-même, traduit en 23 langues, étudie dans un format court (74 pages) les principales thématiques du champ : l'offre de drogue, les modes de consommation, les conséquences en termes de santé publique, les politiques antidrogues et les réponses au problème. De nombreuses infographies enrichissent le rapport accessible sous format papier et en ligne.
 - Un nouveau produit d'information, les perspectives on drugs, développe 11 sujets considérés comme « majeurs » par l'EMCDDA, tels que la prévention des overdoses, les cannabinoïdes de synthèse ou les campagnes médias de prévention ; un effort particulier est fait pour représenter visuellement les données sous forme d'illustrations interactives (cartes et schéma).
 - En parallèle des éléments chiffrés et des indicateurs sont rassemblés dans le Bulletin statistique et des fiches par pays détaillent les situations au plan national (country overviews).
- L'ensemble de ces outils permettent de faire le point sur « les problèmes liés aux drogues qui perdurent et ceux plus récents » qui émergent dans le paysage européen 2013. Sont ainsi abordées, parmi d'autres, les questions liées au cannabis, et notamment les usages problématiques. L'European Drug Report insiste également sur les nouveaux produits de synthèse et les moyens de lutte mis en place pour lutter contre leur prolifération. Enfin, le document examine la question de l'hépatite C et des réponses thérapeutiques ; la réintégration sociale des toxicomanes les plus précaires et la situation des usagers de drogues en prison.
- <http://www.emcdda.europa.eu/edr2013>

Anne de l'Eprevier



Peter Dale Scott

American War Machine, La politique profonde, la CIA, la drogue, l'Afghanistan...

Éditions Demi-Lune, Collections Résistances, 2013



OEDT (EMCDDA)

Rapport européen sur les drogues 2013

À signaler

Drogues, enjeux internationaux signale quelques rapports et publications récents sur la question de l'offre de drogues.

Ouvrages

CHOUVY (P.-A.) (Dir.), *An Atlas of Trafficking in Southeast Asia, The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeits Goods and Natural Resources in Mainland Southeast Asia*, I.B. Tauris, 2013.

Un état des lieux sous la forme de sept chapitres, enrichis de nombreuses cartes, traitant des trafics illicites dans la région du Sud-Est asiatique, dont un chapitre consacré aux trafics de drogues. Celui-ci revient notamment sur l'histoire du développement de la culture de l'opium et de la production d'héroïne dans les années 1950 dans la région du Triangle d'or (Birmanie, Thaïlande, Laos), avant d'examiner les développements récents de l'économie des drogues avec la place prise par les méthamphétamines.

LANGLOIS (R.), *Jungle Blues*, Don Quichotte éditions, 2013.

Enlevé, séquestré puis libéré par les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) en 2012, l'auteur, grand reporter, revient sur sa détention et se livre à une réflexion plus globale sur les raisons de la persistance de la plus vieille guérilla du monde et les impasses de la politique antidroge en Colombie.

ROUQUIÉ (A.), *Le Mexique, un État nord-américain*, Fayard 2013.

Un tableau du Mexique contemporain considéré sous l'angle de ses relations avec l'encombrant voisin nord-américain. Le livre dresse notamment un bilan de dix ans d'offensive contre les cartels, à l'heure où la nouvelle présidence semble vouloir tourner la page de l'affrontement frontal avec les organisations criminelles.

VULLIAMY (E.), *Amexica, La Guerre contre le crime organisé sur la frontière États-Unis/Mexique*, Albin Michel, 2013.

Ce livre est le fruit d'une enquête journalistique de deux ans menée le long des trois mille kilomètres de frontière qui séparent le Mexique des États-Unis. De Tijuana à Laredo, l'auteur est parti à la rencontre des différents acteurs (policiers, trafiquants, migrants, habitants), qu'ils soient mexicains ou américains, impliqués de près ou de loin dans la guerre de basse intensité qui sévit dans la région depuis plus d'une dizaine d'années.

Rapports internationaux

EMCDDA, EUROPOL, *EU Drug Market Report, a strategic analysis*, Lisbonne, 2013.

Un état des lieux du marché des drogues illicites en Europe fondée sur une coopération inédite entre l'OEDT et l'agence en charge de la coordination des différents services de police de l'Union européenne.

Directrice de la publication : Maud Pousset (OFDT)

Coordination rédactionnelle : Michel Gandilhon (OFDT), Julie-Émilie Adès (OFDT)

Comité de rédaction : Laurent Laniel (OEDT), Matthieu Pittaco (OCRTIS)

Stéphane Quéré (DRMCC/Paris-II), David Weinberger (INHESJ)

Documentation : Isabelle Michot, Anne de l'Eprevier

Infographiste : Frédérique Million

Remerciements à Bruno Balduc (OCRTIS)

Crédits photos - © Fred Goldstein, Samuel Maissonnier, Orlando Bellini (fotolia) et Frédérique Million (OFDT)



3, avenue du Stade-de-France
93218 Saint-Denis-La-Plaine cedex
Tél. : 01 41 62 77 16
Fax : 01 41 62 77 00
e-mail : ofdt@ofdt.fr